

L'entreprise déplore une situation financière difficile

Les créances de Sonelgaz dépassent les 170 milliards DA

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5230 - Mardi 24 novembre 2020 - Prix : 10 DA

Epidémie

1005 contaminations et 19 décès en 24 heures

Page 2

Organisation pour la protection du consommateur

PCR, test sérologique ou scanner thoracique trop chers

Page 2

La lettre et l'esprit

Par Mohamed Habili

Dans une conférence de presse tenue en marge du dernier sommet du G20 organisé par son pays les 21 et 22 novembre, le ministre saoudien des Affaires étrangères, Fayçal Ben Ferhan Al Saoud, a rappelé l'attachement de son pays à l'initiative arabe de paix avec Israël, laquelle conditionne la normalisation avec ce dernier par l'établissement d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967. En apparence, donc, rien de nouveau, puisque le ministre n'a fait que rappeler la position de son pays sur une question qui elle-même n'est pas nouvelle. Pour autant, ce rappel n'est pas vraiment une redite. C'est qu'il survient dans un contexte où trois nouveaux pays arabes, eux aussi signataires de l'initiative arabe de 2002, à quoi le ministre saoudien a justement fait référence, s'en sont affranchis ces derniers temps pour nouer des relations diplomatiques avec Israël, rejoignant en cela l'Egypte et la Jordanie. De sorte qu'il n'y a plus beaucoup de sens à parler d'initiative arabe de paix. Du seul fait qu'il y ait des membres de la Ligue arabe qui ne s'y reconnaissent plus signifie qu'elle n'est plus arabe, même à supposer qu'elle mérite encore le titre qui lui avait été donné d'initiative ou de plan de paix en direction d'Israël. En ce sens, à vrai dire, elle n'était pas arabe dès l'origine, puisqu'au moment où elle avait été prise, deux membres de la Ligue, l'Egypte et la Jordanie avaient déjà établi des relations diplomatiques avec Israël.

Suite en page 3

P' Benbouzid : «La situation ne nécessite pas l'ouverture d'hôpitaux de campagne»

120 décès et plus de 9 000 contaminés parmi les soignants

Le corps médical face à la mort



Louvis



Ancien ministre de la Communication

Décès de Abderrachid Boukerzaza

Page 2

«Entendez-vous dans les montagnes» de Maïssa Bey

Une traduction vers l'italien bientôt disponible

Page 7

P Benbouzid : «La situation ne nécessite pas l'ouverture d'hôpitaux de campagne»

120 décès et plus de 9 000 contaminés parmi les soignants

■ *Qualifiant la situation épidémiologique en Algérie de «stable», le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, considère que «pour le moment, il n'est pas nécessaire d'avoir recours à des hôpitaux de campagne».*

Par Louisa Ait Ramdane

Mais au cas où la tendance à la hausse des contaminations se poursuivrait, le ministre n'écarte pas la possibilité de recourir à cette option, notant qu'en prévision de toute urgence, des préparatifs sont en cours pour transformer un hôtel de 120 lits pour soigner les malades. Accompagné par des membres du Comité de suivi de la pandémie de coronavirus, le Professeur Benbouzid a indiqué au Forum de la Radio nationale que «la situation épidémiologique se trouve actuellement en pleine deuxième vague». Cependant, il a exprimé son optimisme quant au fait que «la situation sera surmontée dans sa deuxième vague après avoir passé la première avec succès et des capacités qui n'étaient pas «confortables»». «Nous sommes en guerre avec l'épidémie, et nous avons appris à vivre avec», indique-t-il, soulignant encore que «grâce à la mobilisation des médecins et de la population, nous avons pu vaincre la première vague, et nous sommes désormais dans une situation

plutôt stable». En revanche, le P Benbouzid a démenti les informations faisant état de saturation des hôpitaux. Il a avancé, à cet effet, certains chiffres qui prouvent le contraire, à l'exemple de l'hôpital de Ain Taya qui est à 63 %, 53 % à Douéra, 84,17 % à El Kettar, alors que Beni Messous affiche actuellement 11 % d'occupation des lits d'hospitalisation. Le ministre a cité, à ce propos, des bienfaiteurs qui ont mis à la disposition des autorités des hôtels pour éventuellement accueillir des malades, mettant également en exergue l'apport de l'Armée en termes de logistique, d'infrastructures sanitaires et de personnels soignants. Revenant sur les différents tests (PCR, sérologiques et antigénique), le P Benbouzid a expliqué que «le test PCR nécessite un laboratoire, un professionnel et un appareil, d'où l'impossibilité de mettre en place ce genre de structures dans toutes les wilayas du pays».

Cernant les chiffres des cas de Covid-19, le ministre s'en est pris à «ceux qui déforment la réalité, en colportant des fausses informations sur les réseaux sociaux», précisant qu'ils se font sur la base des remontées quotidiennes des informations des différents wilayas. Admettant l'existence de cas de contamination des personnels dans certains établissements scolaires, le ministre de la Santé affiche son opposition et rassure que pour le moment rien ne justifie l'appel de certains syndicats et parents d'élèves à la fermeture des écoles. «Il s'agit de cas de figure mineurs, qui ne nécessitent pas la fermeture des établissements, mais juste la mise en quarantaine des cas positifs», a-t-il expliqué. Pour conclure, le P Benbouzid a tenu à rappeler que tous les pays du monde se trouvent confrontés à des difficultés dans la lutte contre cette pandémie. «La recrudescence des contami-



nations au Covid-19, observées ces dernières semaines, ne concerne pas que l'Algérie, tous les pays à travers le monde en pâtissent».

Le bilan des victimes dans le corps médical s'alourdit

Selon le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Coronavirus, D Djamel Fourar, le corps médical a enregistré, depuis le début de la pandémie de coronavirus, «9 146 contaminés et 120 décès auprès des professionnels de la santé». Le D Fourar a indiqué que cela est dû au fait que le personnel médical est au front contre le coronavirus.

Par ailleurs, sur le taux de saturation des lits au niveau des hôpitaux, le directeur de l'Institut national de santé publique (INSP), le P Ilyes Rahal, a expliqué que cela diffé-

re d'une wilaya à l'autre et d'un hôpital à l'autre, citant l'exemple de la capitale où il y a plus de pression sur les structures de santé. En s'appuyant sur les derniers chiffres, le P Rahal a indiqué que le taux d'occupation est de 63 % de l'ensemble des 2 277 lits destinés au Covid-19. Par ailleurs, le taux d'occupation des lits de réanimation est de 82 % sur les 222 lits. Il a avancé le chiffre de près de 42 % de

PH/D. R. taux d'occupation des lits au niveau national. Sur les 18 491 lits disponibles, seuls 7 700 sont occupés, et sur les 1 507 lits destinés à la réanimation, seuls 575 sont occupés, soit 38,2 %. A ce propos, Benbouzid a mis l'accent sur le manque de coordination entre les hôpitaux, ce qui fait que certains soient plus remplis que d'autres. Les résultats préliminaires d'une étude menée par le service d'épidémiologie à l'Établissement hospitalier universitaire Frantz-Fanon de Blida, première du genre, réalisée durant la situation pandémique en Algérie, ont fait ressortir un taux de 17,1 % des personnels soignants testés positifs au coronavirus. Supervisant l'étude menée en collaboration avec l'Institut Pasteur d'Alger, le P Abderrazak Bouamra a alerté que le milieu professionnel hospitalier est épuisé après neuf mois de dure besogne, précisant que parmi les 2 753 personnels soignants testés, 470 employés se sont révélés positifs. La wilaya de Blida est considérée comme l'épicentre de la pandémie en Algérie et un échantillon précieux pour l'étude, a souligné P Bouamra, expliquant l'exposition d'une partie du personnel ciblé par une baisse de vigilance, tandis que l'autre partie a été contaminée, selon lui, en dehors de l'établissement. L. A. R.

Tizi Ouzou Non-respect des horaires du confinement sanitaire

PRÈS DE 14 000 personnes ont été verbalisées et 584 véhicules et motos mis en fourrière depuis l'entrée en vigueur des nouveaux horaires du confinement sanitaire lié à la crise du coronavirus. Les services de la sûreté de la wilaya de Tizi Ouzou ont indiqué, hier, que 13 820 infractions pour non-respect des horaires de confinement ont été opérées jusqu'au 18 novembre courant, outre la mise en fourrière de 584 véhicules et motos. S'agissant du non-respect de la mesure obligatoire de port du masque, la même source a fait état de 18 000 infractions. Pour ne pas avoir respecté les mesures contenues dans le protocole sanitaire, 84 infractions ont été établies suite au contrôle des moyens de transport publics, auxquelles s'ajoutent 3 538 infractions pour exercice d'activité commerciale de vente sans respect des règles sanitaires, 2 716 mises en demeure adressées aux commerçants contrevenants et 235 propositions et fermeture administrative de commerces, précèdent les services de la sûreté de la wilaya de Tizi Ouzou dans un communiqué. Par ailleurs, il ressort du même bilan 33 infractions liées au monopole et sur-enchère sur les prix, la saisie de 29 641 unités de produits alimentaires, 3 800 unités de détergents périmés et 2 373 unités de produits parapharmaceutiques périmés.

Hamid M.

Epidémie 1005 contaminations et 19 décès en 24 heures

L'ALGÉRIE a enregistré 19 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, deux cas de plus qu'hier (17), portant à 2 294 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 1005 cas, soit 83 cas de moins par rapport au bilan d'hier (1088), pour atteindre au total 75 867 cas confirmés. R. N.

Organisation pour la protection du consommateur

PCR, test sérologique ou scanner thoracique pour le Covid-19 trop chers

Le gouvernement appelé à plafonner les prix exercés par les cliniques et laboratoires privés. Les prix exercés par le secteur privé, «laboratoires ou même clinique», sont jugés excessifs. En effet, pour le test PCR il faut dépenser entre 15 000 DA et 28 000 DA, pour le diagnostic de Covid 19 par le sang (test sérologique) entre 1 500 et 6 000 dinars et pour le scanner entre 10 000 et 15 000 DA. «*Trop chers les tests Covid-19*», dénoncent les internautes sur les réseaux sociaux ainsi que l'organisation nationale pour la protection du consommateur (Apoce). En effet, des cliniques privées et des laboratoires d'analyses médicales à Alger et dans plusieurs régions du pays profitent de la situation sanitaire et de l'inquiétude des malades pour faire leurs chiffres d'affaires en cette période. Les tests de dépistage au coronavirus – sérologique, scanner ou PCR – sont jugés trop chers par les Algériens. Réagissant à ce qui est devenu en quelques mois un vrai commerce fructueux, l'Organisation nationale pour la protection des consommateurs a appelé le gouvernement à intervenir pour contrôler et plafonner

les prix des analyses et des tests liés au virus corona au niveau du secteur privé. Le président de l'Apoce, Mustapha Zebdi, a indiqué sur sa page Facebook que «laisser aux laboratoires privés une totale liberté pour fixer les prix des tests sanguins, PCR ou scanners thoraciques, affectera négativement les efforts des autorités concernées qui luttent contre la propagation de cette pandémie». À cet égard, Zebdi s'est étonné des raisons de la variation des prix des tests de dépistage du Covid-19 d'un laboratoire à l'autre et d'une clinique à l'autre, avec une différence pouvant atteindre 8 000 dinars. Il dira, à ce propos : «Je ne comprends pas pourquoi chaque laboratoire fixe le prix qui lui convient devant l'impuissance des malades». Il a ajouté que cette situation critique nécessite l'intervention des autorités pour remettre les choses à leur place, exigeant, dans le même contexte, d'approuver un remboursement pour ce type d'analyse au niveau de la sécurité sociale en raison de son coût élevé, afin qu'elle ne soit pas une charge supplémentaire pour les personnes atteintes par le coronavirus. «Surtout en cette période de la

baisse du pouvoir d'achat due à la crise économique», dira-t-il dans sa publication. De son côté, le directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), Docteur Fawzi Derrar, s'était lui aussi exprimé sur les prix des tests de dépistage (PCR) pour le Covid-19 dans un entretien donné à un média national. Derrar était interrogé sur la dissemblance des prix PCR entre la fonction publique et le secteur privé, il lui a également été demandé si les tarifs des tests sérologiques de Covid-19 appliqués devront être plafonnés en Algérie. Il a dit, à ce propos, que «le coût des tests de dépistage pour le virus Covid-19 n'est certainement pas fixe ; la politique de convention autorise à trouver un prix plus ou moins raisonnable avec les clients». Le directeur général de l'IPA a par la suite jugé excessifs les prix des tests pour le Covid appliqués par le secteur privé, précisant que la plupart des laboratoires privés s'approvisionnent seuls, sans passer par l'Institut Pasteur d'Algérie. Ainsi, le docteur Derrar a rappelé l'importance d'aller vers une politique judicieuse des prix.

Thinhenne Khouchi

L'entreprise déplore une situation financière difficile

Les créances de Sonelgaz dépassent les 170 milliards DA

■ Les factures impayées de consommation de gaz et d'électricité deviennent un sérieux fardeau pour la Sonelgaz. Le montant des créances non payées par les clients a atteint, à la fin du premier semestre de l'année en cours, 171 milliards de dinars. Une charge difficile à supporter par cette entreprise nationale.

Par Aomar Fekrache

Si exprimant, hier, à la Radio nationale, M^{me} Marzouki Fatma, chargée de la communication de l'entreprise, a fait état de la nécessité pour les clients de payer leurs factures afin d'éviter leur accumulation, mais aussi pour que la pérennité du service soit préservée. Cela d'autant que le montant des créances a atteint un record qui affecte les équilibres financiers de l'entreprise nationale d'électri-



Ph/D. R.

Covid-19 à Béjaïa La pandémie sévit encore

LE CORONAVIRUS sévit encore à Béjaïa, même si le nombre de patients semble en léger recul ces derniers jours au niveau du CHU de Béjaïa. Une bonne nouvelle, mais la situation est toujours inquiétante vu le nombre de cas hospitalisés, car cela va se faire au détriment des autres malades dont la prise en charge pourrait être différée pour plusieurs semaines. «111 cas Covid-19 sont actuellement hospitalisés aux CHU de Béjaïa (Khéllil-Amrane et Frantz-Fanon)», a déclaré, avant-hier, un responsable du CHU à radio Soummam. Le nombre de sujets pris en charge au CHU est en baisse par rapport aux trois semaines précédentes où le nombre de cas avait dépassé les 170 malades. Par ailleurs, «310 patients sont hospitalisés au niveau de tous les hôpitaux de la wilaya, dont 68 à l'IEPH Akloul-Ali d'Akbou et 10 patients confirmés par PCR, 60 au niveau de l'hôpital de Rachid-Belhoucine de Sidi-Aïch, 36 à l'IEPH Kherrata et 35 à Aokas, dont 21 à l'IEPH et 14 autres au niveau du Château de la Comtesse». Notons que le laboratoire d'analyses et de dépistage de Covid de l'Université de Béjaïa a repris ses activités jeudi dernier avec la réalisation de 40 tests par jour, a-t-on appris. Les campagnes de sensibilisation se poursuivent quotidiennement afin d'alerter les gens sur la gravité de la situation et surtout comment préserver leur santé et celle de leurs proches. Tout le monde est mis à contribution afin de transmettre le message aux citoyens et leur faire admettre que la seule façon de se prémunir de ce virus est d'observer strictement les mesures barrières.

H. Cherfa

cité et du gaz. Dans un communiqué, l'entreprise a indiqué que «par souci de continuité du service public et afin d'éviter l'accumulation des factures de consommation d'énergie», Sonelgaz fait appel «aux valeurs de citoyenneté et à l'esprit de responsabilité individuelle et collective, et invite ses clients à s'acquitter de leurs dus via les méthodes de paiement et les différentes formules mises à leur disposition».

La chargée de la communication de Sonelgaz a rappelé que l'entreprise avait pris une décision, dans le cadre de l'élan de solidarité suite à l'épidémie de coronavirus, de ne pas couper l'alimentation en gaz et électricité, notamment pour les particuliers. Cela, bien que cette décision ait causé de grandes pertes financières et une hausse inédite

des créances, dont 63 % détenues auprès des ménages. Sonelgaz rappelle, à cet effet, qu'elle s'est solidarisée avec ses clients durant toute la période de la crise sanitaire et continue à le faire malgré les difficultés financières. «En guise de solidarité avec ses clients, durant cette période exceptionnelle, l'entreprise a suspendu l'opération de recouvrement des factures impayées, ce qui a provoqué une hausse continue de ses créances dans les secteurs public et privé, qui ont atteint des niveaux records à la fin du premier semestre de l'année, avec plus de 171 milliards DA à l'échelle nationale, soit une hausse de plus de 300 %».

Sonelgaz invite ainsi ses clients à se rapprocher de ses agences à travers le territoire national pour bénéficier d'un

échancier de paiement avec l'accord mutuel des deux parties. Elle a également affirmé que ces dettes ont mis l'entreprise dans une situation financière difficile, qui risque d'être une entrave au parachèvement de ses projets comme elles vont avoir des répercussions sur les services offerts.

Faut-il rappeler que le problème des créances n'est pas nouveau chez Sonelgaz qui fait face à un véritable casse-tête causé par ses nombreux mauvais payeurs. Mais la situation a, tout compte fait, empiré durant cette période de crise sanitaire où un grand nombre de citoyens n'ont pas daigné s'acquitter du montant de leur consommation ou sont dans l'incapacité de le faire, suite au cumul de deux factures, celle des 2^e et du 3^e trimestres.

A. F.

Sénat

Le ministre des Finances présente le PLF 2021

Le ministre des Finances, **L**A y m e n Benabderrahmane, a présenté hier le projet de loi de finances pour l'exercice 2021 (PLF 2021) devant les membres du Conseil de la nation, lors d'une séance plénière présidée par Salah Goudjil, président du Conseil par intérim, en présence de la ministre des Relations avec le parlement, Bessma Azouar.

Le PLF 2021 a été élaboré dans un contexte exceptionnel, marqué par la conjonction de deux principaux facteurs, à savoir la récession économique mondiale et la crise sanitaire mondiale inédite, a précisé le ministre au début de sa présentation.

«Le texte veille à la préservation des équilibres financiers publics, en faisant face aux incidences de la crise et en maintenant la durabilité économique du

pays à travers l'activation des principes de rationalisation des ressources budgétaires et l'élargissement de l'assiette fiscale, outre l'amélioration du climat d'investissement et l'encouragement des exportations par la facilitation et la numérisation des procédures fiscales et douanières», a soutenu le ministre.

M. Benabderrahmane a mis en avant l'impératif de consacrer l'année 2021 à asseoir les fondements économiques du pays, à travers la reprise graduelle de l'activité économique afin d'atteindre un niveau permettant de rattraper les pertes enregistrées en 2020 en raison de la pandémie.

Il a, en outre, indiqué que le PLF 2021 tendait à atténuer les dysfonctionnements internes et externes au niveau des comptes de l'Etat et ce, à travers l'exploitation optimale des ressources

financières disponibles et la poursuite par l'Etat de l'octroi des aides et subventions au profit des catégories vulnérables à faibles revenus, dans le but de préserver les acquis sociaux notamment dans les domaines de la santé et de l'enseignement, en sus de la préservation du pouvoir d'achat du citoyen.

Il a rappelé que les transferts sociaux du budget de l'Etat pour 2021 s'élevaient à 1 929,35 milliards DA, soit une hausse de 81,58 milliards DA par rapport à 2020 et un taux de 4,43 %.

De même, les dispositions de ce texte facilitent la relance des activités des entreprises et des opérateurs économiques, notamment ceux touchés par la crise sanitaire due à la pandémie, ce qui permettra de relancer l'économie et réduire la dépendance de l'économie nationale aux hydrocarbures.

LA QUESTION DU JOUR

La lettre et l'esprit

Suite de la page une

Mais les propos du chef de la diplomatie saoudienne ne sont pas une redite pour une autre raison. Ils l'ont été si peu, en fait, qu'ils ont été formulés de façon à suggérer dans leur esprit une signification inverse de celle qu'ils véhiculent dans leur lettre. Ils ont en effet résonné comme l'annonce de la normalisation prochaine de l'Arabie saoudite avec Israël, en accord avec ce qu'Américains et Israéliens avaient plus que laissé entendre dans la foulée des dernières normalisations arabes. Des deux premières, pour être tout à fait exact, celles des Emirats et du Bahreïn, la troisième, celle du Soudan lui ayant été en fait extorquée, contre l'effacement de son nom de la liste américaine des pays accusés de parrainer le terrorisme. Pour preuve qu'ils ont fait cet effet plutôt que la réitération d'une position de principe, c'est que le ministre saoudien non seulement n'a fait aucun reproche aux membres de la Ligue y ayant contrevenu, mais il a tenu à souligner leur droit, en quelque sorte plein et entier, de ne se laisser guider dans cette affaire que par leur intérêt national le plus étroit. Lorsque le représentant d'un pays en arrive là, c'est qu'il n'est pas loin de prendre exemple sur ceux-là mêmes dont il a commencé par se démarquer. Or il existe un deuxième argument qui plaide pour le report de la normalisation saoudienne, en dépit des termes positifs employés par le ministre. C'est l'imbricatio de la transition aux Etats-Unis, pour cause de refus du président sortant de reconnaître sa défaite. Il ne sert à rien de se déterminer dès à présent en une matière aussi cruciale alors que les Américains ne se sont pas encore entendus sur l'homme qui les gouvernera durant les quatre prochaines années. Mais il y a plus contraignant encore : la menace que représente l'Iran, qui pour sa part ne sera vraiment dissipée, ont du moins toujours pensé les Saoudiens, que par le renversement de son régime actuel, un objectif qu'il n'est possible d'atteindre qu'à travers une alliance militaire avec Israël.

M. H.

Pour ce faire, le ministre a rappelé la série d'exemptions et d'incitations destinées aux start-up et aux incubateurs.

Le ministre a cité les mesures contenues dans le projet de loi relatives à la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales et la surfacturation, à travers la proposition de créer un dispositif de veille fiscale pour lutter contre ces phénomènes, ainsi que l'introduction d'une clause prévoyant la présentation de données sur les fournisseurs et clients non physiques par les contribuables.

G. H.

Ouargla

Plantation expérimentale du caroubier

■ Une nouvelle expérience de plantation du caroubier (*el-kharoub* en arabe), connu également sous le nom scientifique de *Ceratonia Siliqua*, a été lancée récemment à Ouargla, a-t-on appris, hier, auprès de la Ferme de démonstration et de production de semences (FDSP) de Hassi-Benabdallah.

Par Hocine H.

Menée en collaboration avec le bureau local de l'association nationale de la filière caroubier, au titre de la campagne nationale de reboisement, elle porte sur la création d'une pépinière permettant de cultiver les jeunes plants de caroubier, a affirmé Moussi Wafa, directrice de la FDSP relevant de l'Institut technique de développement de l'agronomie saharienne (ITDAS).

L'expérience vise à généraliser la culture de cette espèce végétale aux multiples vertus en régions sahariennes et à adapter cet arbre fruitier méditerranéen aux conditions naturelles des régions sahariennes, à l'instar du milieu oasien, en plus de produire des plants sélectionnés de caroubier, a-t-elle expliqué.

Le caroubier est un arbre

poussant souvent à l'état spontané au nord du pays, mesurant de cinq à sept mètres de hauteur et pouvant atteindre exceptionnellement les quinze mètres, a fait savoir M^{me} Moussi.

Son fruit, le caroube, une gousse longue de 10 à 30 cm, brune à maturité, qui contient une pulpe farineuse et sucrée au goût chocolaté, est considéré comme un excellent aliment énergétique utilisé depuis la nuit des temps pour ses vertus médicinales, a-t-elle ajouté.

La FDSP de Hassi-Benabdallah a pour principale mission la prise en charge des différents programmes de développement agricole initiés par l'Etat dans les zones sahariennes, notamment ceux liés aux cultures stratégiques, telles que la phœniciculture, la céréaliculture, le marichage, l'arboriculture et l'apiculture.

L'ITDAS, dont le siège est basé à Biskra, englobe cinq FDSP réparties sur le territoire des régions de Ain Ben Noui (Biskra) pour les Ziban, El-Arfiane (El-Oued) pour l'Oued-Righ et Oued-Souf, Sbaâ (Adrar) pour le Touat, Gourara et Tamanrasset, Abadla (Béchar) pour la Saoura et Tindouf, et Hassi Benabdallah pour la vallée de Ouargla.



PH/D. R.

Au total, 12 350 arbustes sont prévus à travers différentes communes de la wilaya de Ouargla dans le cadre de la campagne nationale de reboisement, selon les données de la Conservation

des forêts de Ouargla.

Cette campagne appelée à réhabiliter le couvert végétal à travers le territoire de la wilaya, est répartie sur les daïras de Ouargla (3 200 arbustes),

Touggourt (3000), Hassi-Messaoud (2 800), Mégarine (1 150), Sidi-Khouiled et Témacine (500 chacune), El-Hedjira et N'goussa (400 chacu-
ne).
H. H.

Industrie Ait Ali appelle les entreprises canadiennes à créer des investissements durables en Algérie

LE MINISTRE de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham, a appelé, hier, les entreprises canadiennes à créer des investissements durables en Algérie dans divers secteurs, a indiqué un communiqué du ministère.

«Le ministre de l'Industrie a reçu lundi (hier), au siège du ministère, l'ambassadeur du Canada en Algérie, Christopher Wilkie, à qui il a expliqué la nouvelle orientation économique et les réformes engagées dernièrement pour améliorer le climat des affaires et instaurer un cadre législatif et réglementaire stable et durable notamment pour les investissements étrangers», précise la même source.

Il a, dans ce cadre, appelé les entreprises canadiennes à «s'inscrire dans cette nouvelle démarche et à créer des investissements durables en Algérie, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'Agriculture et des Mines».

Au cours de cette audience, les deux parties ont également évalué l'état des relations économiques bilatérales, qui «demeurent en-deçà des attentes en dépit du grand potentiel existant entre les deux pays, et les moyens de les développer notamment dans le domaine industriel», ajoute le communiqué.

Pour sa part, l'ambassadeur canadien a exprimé la volonté de son pays à saisir les grandes potentialités que recèlent l'Algérie et le Canada tout en affichant l'intérêt des entreprises canadiennes pour l'investissement en Algérie.

Dalil Y.

Laghouat/Après transfert des services de l'ancien hôpital Entrée en phase de pleine activité de l'hôpital 240 lits

L'hôpital 240 lits de Laghouat est entré hier en phase de pleine activité, après le transfert de l'ensemble des services médicaux de l'établissement public hospitalier EPH-H'mida-Benadjila, a-t-on appris des responsables de l'hôpital.

Vingt-trois services médicaux ont ainsi été transférés vers le nouvel hôpital 240 lits, a précisé le directeur général de l'établissement, Bouabdallah Djeghidel.

L'EPH-H'mida-Benadjila (160 lits) est désormais consacré exclusivement aux per-

sonnes atteintes du nouveau coronavirus (Covid-19), en vue de permettre leur bonne prise en charge médicale et aussi séparer ces malades du reste des services hospitaliers et éviter les risques de contamination, aussi bien des patients ou des personnels de l'hôpital (médical, paramédical et travailleurs), a-t-il expliqué.

Des membres de la société civile ont accueilli favorablement l'entrée en pleine activité de l'hôpital 240 lits qu'ils considèrent comme un acquis et une valeur ajoutée dans

le domaine de la santé, que ce soit pour la wilaya ou la région du sud.

Le nouvel hôpital couvre une superficie de 7,56 hectares et dispose, en plus des structures de santé, de divers espaces sociaux et de détente, dont des espaces verts.

Le secteur de la Santé réceptionnera prochainement, dans la wilaya de Laghouat, un centre anticancéreux, un hôpital psychiatrique et un établissement Mère-Enfant au chef-lieu de la wilaya.

Yanis G.

Tamanrasset Près de 700 postes d'aides-soignants pour encadrer les structures de la santé

Pas moins de 690 postes de formation d'aides-soignants ont été accordés à la wilaya de Tamanrasset pour assurer un encadrement suffisant des structures de santé à travers la wilaya, a-t-on appris, hier, auprès des services de la wilaya. L'opération, qui sera lancée prochainement, entre dans le cadre des efforts déployés par le secteur pour promouvoir les prestations de santé et la formation paramédicale en vue de faire face au déficit en encadrement paramédical accusé par les établissements sanitaires, notamment au niveau des villages et hameaux enclavés, a déclaré le wali de Tamanrasset, Mustapha Koriche, lors d'une visite d'ins-

pection, dimanche, dans la commune d'Abalessa (100 km au nord de Tamanrasset).

En réponse aux préoccupations soulevées par les représentants de la société civile et de la population de la commune d'Abalessa et d'une quinzaine de localités voisines, M. Koriche a mis en avant l'importance de cette opération d'encadrement des structures de santé, dont les salles de soins ouvertes au niveau des régions classées zones d'ombre.

Le même responsable a souligné que ce programme de formation vise aussi la prise en charge des besoins des structures sanitaires en cours de réalisation et l'amélioration des

prestations de santé au niveau des grands établissements de santé, dont l'hôpital 240 lits et l'hôpital psychiatrique 120 lits.

Une structure hospitalière de 120 lits est également en cours de réalisation dans la wilaya déléguée d'In-Salah, une autre de 60 lits dans la commune d'In-Ghar, un hôpital de 60 lits dans la wilaya déléguée d'In-Guezzam et un autre de même capacité à lancer prochainement dans la région frontalière de Tin-Zaouatine. La commune d'Abalessa s'est vu accorder une série de projets de développement, dont un lycée, une cantine scolaire de 200 repas dans la localité d'Iguelen, en plus d'opérations en cours pour la réalisa-

tion de quatre forages d'eau potable. Cette action vise l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable, dans l'attente de la concrétisation d'un projet suggéré de raccordement, sur 157 km, d'Abalessa et les localités voisines à la canalisation de transfert d'eau d'In-Salah vers Tamanrasset à hauteur de la région d'Outoul. Pour répondre aux attentes de la population d'Abalessa en matière de logements, le wali de Tamanrasset a fait part de la réalisation en cours des plans techniques de délimitation de 772 lots de terrain à bâtir à attribuer après finalisation des procédures administratives d'usage.

H. Y.

Algérie-Emirats arabes unis

Relancer le conseil d'affaires pour attirer davantage d'investissements

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a mis en avant, lors d'un entretien avec l'ambassadeur des Emirats arabes unis (EAU) en Algérie, la nécessité de relancer le conseil d'affaires algéro-émirati en vue de renforcer la coopération bilatérale et d'attirer davantage d'investissements, a indiqué un communiqué du ministère.

Par Salem K.

«Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a eu, le dimanche 22 novembre 2020, des entretiens en visioconférence avec l'ambassadeur des Emirats arabes unis en Algérie, Youcef Saïf Khamis Subaa Al Ali, au cours desquels les deux parties ont abordé les voies et moyens de promouvoir la coopération commerciale entre les deux pays», précise le communiqué, ajoutant que cette rencontre a été l'occasion pour évaluer le volume d'échanges commerciaux entre les deux parties. Se félicitant de «l'évolution

positive enregistrée dans le domaine de la coopération bilatérale», M. Rezig a relevé «la nécessité de relancer dans les plus brefs délais un conseil d'affaires algéro-émirati, afin d'attirer davantage d'investissements».

Le ministre a également invité les opérateurs économiques émiratis à accéder au marché algérien, rappelant les nombreux avantages accordés aux investisseurs étrangers à la faveur des réformes économiques et commerciales adoptées par le gouvernement pour diversifier les exportations hors hydrocarbures.

De son côté, l'ambassadeur émirati en Algérie a affirmé «l'en-



gagement de son pays à relever le niveau d'échanges commerciaux avec l'Algérie dans divers

domaines», soulignant par ailleurs la nécessité d'examiner tous les moyens à même de

contribuer au développement des économies des deux pays.

S. K.

Algérie-Turquie

Les échanges commerciaux peuvent atteindre «facilement» les 5 milliards de dollars

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Turquie peuvent atteindre «facilement» les 5 milliards de dollars par an, a indiqué, hier, l'ambassadeur turque à Alger, Mahinur Ozdemir Goktas, appelant les deux pays à travailler pour la conclusion d'un accord de libre-échange qui favoriserait un partenariat gagnant-gagnant.

Intervenant lors de la 4^e édition «Les débats de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC)-international», l'ambassadeur turque a souligné que l'objectif fixé par les présidents des deux pays d'atteindre les 5 milliards de dollars d'échanges était «possible», appelant à la mobilisation des opérateurs économiques algériens et turcs, notamment ceux du secteur privé, pour la réalisation de cet objectif. Elle rappelle, à ce propos, que le montant des échanges bilatéraux oscille entre 3,5 et 4,2 milliards de dollars en état d'équilibre pour les deux parties. Lors de cette rencontre virtuelle organisée autour du thème «Quels types de partenariat et de coopération entre l'Algérie et la Turquie en perspective du post-Covid-19 ?», M^{me} Goktas a mis l'accent sur la qualité des relations politiques et économiques pouvant aider à accroître le volume des échanges entre les deux pays. «Nous pensons que la signature d'un accord de libre-échange avec l'Algérie va permettre d'accroître nos échanges dans le cadre d'un par-

tenariat gagnant-gagnant», a affirmé l'ambassadeur, estimant que le marché algérien «est attrayant» pour les investisseurs turcs. Selon la diplomate turque, plus de 1 200 entreprises turques sont en activité en Algérie dont trente sont des investisseurs directs avec un montant de 3,5 milliards de dollars, employant plus de 10 000 personnes. A l'échelle africaine, l'Algérie est le deuxième partenaire commercial de la Turquie et septième en matière d'investissement direct. Dans l'objectif de faciliter la prise de contact et d'accompagnement des opérateurs des deux pays, l'ambassadeur a

annoncé la mise en place d'un formulaire électronique permettant aux chefs d'entreprises algériens et turcs d'exprimer leurs besoins et leurs attentes en matière d'investissement et d'affaires. M^{me} Goktas a fait savoir que la Commission mixte algéro-turque se tiendra au début de 2021, lors de laquelle une visite d'une délégation d'hommes d'affaires turcs sera organisée à Alger. Répondant aux questions des participants à cette conférence concernant notamment l'arrêt de certains projets turcs à cause de la pandémie Covid-19, l'ambassadeur a indiqué que des vols spé-

ciaux allaient se faire prochainement entre les deux destinations, à raison d'un vol par semaine, ajoutant que des autorisations ont été obtenues pour effectuer ces dessertes avec le respect strict des règles sanitaires. Ces vols spéciaux permettront, a-t-elle dit, à des grandes sociétés de poursuivre leurs projets et de porter assistance technique aux entreprises algériennes. Pour sa part, le président de la CAPC, Sami Agli, a mis en exergue les réformes économiques entreprises par le gouvernement, lesquelles sont en faveur des investisseurs étrangers, citant notam-

ment la suppression de la règle 49/51 % régissant les IDE.

Relevant que le processus de développement économique entrepris par la Turquie au début des années 1980 est similaire à celui engagé par l'Algérie, M. Agli a appelé la partie turque à faire bénéficier l'Algérie de son expertise et savoir-faire.

Il a plaidé également pour l'intensification des échanges et des visites de délégations entre les deux pays ainsi que la participation des opérateurs algériens à des événements économiques majeurs en Turquie.

S. K.

Pétrole

Le Brent à 45,60 dollars hier à Londres

Le nombre de cas de coronavirus en quelques mois», a estimé Carlo Alberto De Casa, analyste.

Les espoirs de campagnes de vaccination massives contre le Covid-19, qui devraient commencer avant la fin de l'année, ont été confortés hier matin par l'annonce du laboratoire britannique AstraZeneca.

La firme, associée à l'université d'Oxford, a développé un vaccin efficace à 70 % en moyenne, voire à 90 % dans certains cas, selon les résultats intermédiaires des essais cliniques de grande échelle réalisés au Royaume-Uni et au Brésil.

Ces résultats semblent pour l'heure moins probants que ceux de ses concurrents Pfizer/BioNTech ou Moderna, dont l'efficacité dépasse les 90 %, mais la formule britannique a l'avantage d'utiliser une technologie plus traditionnelle, rendant son futur vaccin

moins coûteux et plus facile à stocker puisqu'il n'a pas besoin d'être conservé à très basse température.

De plus, les investisseurs nourrissent l'espoir que «l'Opep+ prolonge ses réductions actuelles (de production)», a continué M. Alberto De Casa.

Selon l'accord en vigueur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de leurs alliés, le retrait actuel du marché de 7,7 millions de barils par jour doit être ramené à 5,8 millions à compter de janvier 2021.

Mais beaucoup d'observateurs de marché tablent désormais sur un report de trois à six mois, qui sera vraisemblablement acté à l'occasion du prochain sommet de l'Organisation et de ses partenaires les 30 novembre en cours et 1^{er} décembre 2021.

M. N.

Monnaies

Nette hausse de la livre sterling face à l'euro et au dollar

La livre britannique montait nettement face à l'euro et au dollar hier, profitant des espoirs suscités par des informations de presse sur l'avancée des négociations entre Bruxelles et Londres sur un accord commercial post-Brexit. Hier matin, la livre gagnait 0,56 % face à l'euro, à 88,83 pence pour un euro,

et 0,73 % face au dollar, à 1,3374 dollar pour une livre. Une heure plus tôt, la livre avait atteint son niveau le plus élevé face au dollar depuis septembre, à 1,3381 dollar pour une livre. La force de la monnaie britannique «reflète l'optimisme de plus en plus important des investisseurs sur les négociations UE-Royaume-Uni, qui

seraient en train d'être finalisées», a commenté Lee Hardman, analyste.

La presse britannique a diffusé dimanche une note interne de responsables de l'UE, où ils estiment que l'accord serait «prêt à 95 %», tout en soulignant que les sujets de discordance persistent : les droits de pêche, la concurrence

et la manière de régler les différends.

«Comme toujours, les informations sur les négociations vont donner la direction de la livre. Après de nombreux faux espoirs et autant de déceptions, nous approchons de la date limite», a souligné Neil Wilson, analyste.

R. E.

Séisme de Skikda Mise en place d'une cellule de crise

UNE CELLULE de crise a été mise en place dans la wilaya de Skikda, consécutivement à la secousse tellurique ressentie à 04h53 suivie de deux autres répliques signalées à 06h17 et 12 h10, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Présidée par le chef de l'exécutif local, Abdelkader Bensaid, cette cellule de crise est composée des responsables des directions locales de l'habitat, des ressources en eau, les services de la Protection civile et les services des Assemblées populaires communales (APC) concernées, en sus des services des différents corps constitués, a expliqué la même source.

En application des directives du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, le wali de Skikda s'était rendu à Ain Bouziane (sud de Skikda), où l'épicentre des deux secousses a été localisé, pour s'enquérir de la situation et constater d'éventuels dommages.

Selon un premier constat des services de la wilaya, «aucune perte humaine n'est à déplorer» alors que des fissures ont été relevées au niveau de l'hôpital d'El-Harrouch ainsi que quelques habitations.

«Une commission technique de la wilaya s'est rendue dans les localités d'Ain Bouziane et d'El-Harrouch aussitôt après le séisme, afin de s'enquérir de l'étendue des dégâts causés par ces secousses», a-t-on encore détaillé.

De leur côté, les services de la Protection civile se sont dépêchés vers les zones proches de l'épicentre des deux secousses pour inspecter habitations et équipements publics, a-t-on souligné.

Pour rappel, un séisme d'une magnitude de 5,2 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistré dimanche à 04h53 dans la wilaya de Skikda, a annoncé le Centre de recherche en astronomie, astrophysique, et géophysique (Craag), précisant que l'épicentre du séisme a été localisé à 12 km au sud-ouest d'El Harrouch (Skikda). Le Craag a aussi annoncé qu'une réplique d'une magnitude de 3,9 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée dans la même wilaya à 06h17 et une autre de même magnitude à 12h10 dont l'épicentre a été localisé à 12 km au sud-ouest de la ville d'El Harrouch, a-t-on précisé.

Hamida H.

Covid-19

La Sûreté nationale lance une campagne de sensibilisation dans trois wilayas

■ La Direction générale de la Sûreté nationale a lancé, avant-hier, une campagne de sensibilisation sur le terrain, menée par les services de la Sûreté des wilayas d'Alger, d'Oran et de Constantine, dans le but de renforcer l'élan de solidarité nationale et les efforts de lutte contre la propagation de la pandémie de Covid-19.

Par Aymen N.

Dans le cadre de cette initiative de solidarité qui concerne dans sa première phase trois wilayas, à savoir Alger, Oran et Constantine, 10 000 masques de protection ont été distribués aux citoyens pour «les sensibiliser au caractère sérieux de la situation actuelle et les inciter à porter le masque de protection, en tant que mesure préventive indispensable pour la protection de la santé individuelle et collective», souligne un communiqué de la DGSN.

Au titre de cette campagne, «10 000 masques de protection sont distribués aux citoyens au niveau des rues, quartiers, lieux publics, points de vente et les commerces assurant l'approvisionnement des citoyens en produits de consommation, ainsi que les points de contrôle sécuritaire», a ajouté le communiqué, précisant que ces premières sorties ont trouvé «un écho très favorable auprès des citoyens».

Ces sorties de terrain dénotent «la détermination de la DGSN à poursuivre son



approche de sensibilisation qui tend à rappeler aux citoyens l'importance d'adhérer aux démarches et efforts des autori-

tés publiques dans la lutte contre la propagation de la pandémie, à travers le respect des mesures préventives et des règles sani-

taires pour dépasser cette conjoncture sanitaire sensible», conclut le communiqué.

A. N.

Impliquées dans les incendies des forêts de l'Oued Goussine Arrestation de 11 personnes présumées

Onze individus suspectés d'être impliqués dans les incendies des forêts de la commune de l'Oued Goussine, déclenchés dans la nuit du 6 au 7 novembre courant, dans le sillage d'une série d'incendies qui a touché plusieurs wilayas du centre et de l'ouest du pays, ont été arrêtés par les éléments de la police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya de Chlef, a-t-on appris auprès de ce corps sécuritaire. Selon le chargé de communication de la sûreté de wilaya, le commissaire de police Cherif Ankoud, les éléments de la police judiciaire ont arrêté 11 suspects, dans le

cadre des enquêtes et investigations menées suite aux incendies déclarés dernièrement dans les forêts de la commune de l'Oued Goussine, au nord-est de la wilaya. Ces investigations ont permis d'identifier les 11 suspects qui sont âgés entre 25 et 70 ans, et originaires de communes du nord de la wilaya. Ils ont été arrêtés en possession de bonbonnes chargées d'essence et préparées pour être utilisées dans le déclenchement d'incendies et des téléphones portables ayant servi à communiquer entre eux, a ajouté le commissaire de police Cherif Ankoud.

Sept autres personnes ont

été convoquées dans le cadre de cette enquête, a-t-on ajouté, précisant qu'une procédure judiciaire a été instruite contre les individus arrêtés qui ont été présentés devant la justice pour «incendie volontaire de biens forestiers pour réaliser des intérêts économiques ayant entraîné une atteinte à la sécurité de l'Etat et vol de biens publics».

Les autorités judiciaires de Ténès ont annoncé, mercredi dernier dans un communiqué, l'arrestation, par les services de la Gendarmerie nationale, de cinq individus (âgés de 35 à 53 ans) suspectés d'avoir déclenché les incendies des forêts de

la commune de l'Oued Guoussine. Ils ont été entendus par le juge d'instruction qui a ordonné leur mise en détention provisoire.

A noter que de nombreux incendies se sont déclarés dans la nuit du 6 au 7 novembre courant, dans les forêts de la commune de l'Oued Guoussine, le vent fort qui soufflait cette nuit-là a contribué à la propagation des flammes qui se sont étendues à des zones d'habitations et à des fermes agricoles voisines, causant des dégâts matériels considérables et la perte de près de 310 ha de couvert végétal.

Akila B.

Ain Témouchent

Un poste avancé fixe à la forêt de Sassel suite à un deuxième incendie

Les services de la Protection civile de la wilaya d'Ain Témouchent ont décidé d'installer un poste avancé fixe à la forêt de Sassel, suite à un incendie qui s'est déclaré dans le même site, a-t-on appris du directeur de wilaya de la Protection civile, le commandant Mourad Bensalem.

Les services de la Protection civile ont enregistré, samedi soir, un deuxième incendie au niveau de la forêt de Sassel (commu-

ne de Messaid). Un vent violent a attisé les flammes à nouveau, ce qui a endommagé un hectare de l'espace forestier, a-t-on indiqué.

Pour cela, un poste avancé fixe des mêmes services sera installé sur le même site par mesure de précaution, a souligné le commandant Bensalem, faisant savoir qu'il a été procédé à la mobilisation de 54 agents de la Protection civile et 11 camions d'extinction pour maîtriser en quelques heures le

deuxième incendie et empêcher sa propagation.

Pour rappel, un incendie a été enregistré dans la nuit de jeudi à vendredi dans la forêt de Sassel, affectant 7,5 hectares du patrimoine forestier. Deux colonnes mobiles de la Protection civile des wilayas d'Oran et de Sidi Bel-Abbès sont intervenues pour soutenir les sapeurs-pompiers d'Ain Témouchent.

Wafa S.

«Entendez-vous dans les montagnes» de Maïssa Bey

Une traduction vers l'italien bientôt disponible

■ La littérature algérienne continue de séduire les passionnés de lettres partout dans le monde. La traduction est la locomotive qui permet aux autres peuples de découvrir la littérature et la culture algériennes. Maïssa Bey est une des romancières algériennes qui ont vu traduire un grand nombre de leurs œuvres littéraires dans différentes langues. Son roman «Entendez-vous dans les montagnes» sera bientôt disponible en langue italienne et sera publié par la maison «Astarte».

Par Abla Selles

Maïssa Bey est une des écrivains qui font voyager la littérature et la culture algériennes aux quatre coins du monde. La locomotive qui fait circuler ses œuvres dans d'autres pays est la traduction. Cette dernière permet non seulement de faire connaître les œuvres de Maïssa Bey à l'étranger, mais aussi la culture et le patrimoine algériens. En dépit de sa valeur esthétique qui cherche à faire plaisir aux lecteurs, cette écrivaine revient souvent dans ses œuvres sur des faits réels tout en ajoutant des éléments fictifs. C'est ce que le lecteur peut constater dans son roman «Entendez-vous dans les montagnes» qui sera traduit bientôt vers la langue italienne par Barbara Sommovigo, selon l'éditeur algérien.

Paru en 2002 aux éditions Barzakh en Algérie et aux éditions «Aube» en France, ce

roman sera publié par la maison italienne «Astarte», selon la même source. «Entendez-vous dans les montagnes» est un huis clos réunissant un ancien soldat de l'armée coloniale française.

Ce texte est motivé par le souci de rendre compte d'un passé. Un passé dont l'auteure ne détiend pas toutes les données, s'agissant d'une vérité hors de toute prise directe, inaccessible à jamais : la mort du père torturé par le système colonial. L'auteure s'adonnera donc à un travail de reconstitution de cette vérité qui n'est pas seulement personnelle mais aussi collective, puisqu'il s'agit d'un épisode obscur de l'histoire de tout un peuple.

Née en 1950, Maïssa Bey a signé son premier roman «Au commencement était la mer» en 1996 avant de sortir «Cette fille-là» en 2001 qui lui a valu son premier prix littéraire, s'en suivit une série de romans dont «Puisque mon cœur est mort» (Prix de l'Afrique Méditerranée 2010), «Hizya» (2015), ou encore «Nulle autre voix» (2018).

Elle est également l'auteure de recueils de nouvelles comme «Nouvelles d'Algérie» (1998) et «Sous le jasmin la nuit»



(2004) ainsi que des pièces de théâtre «On dirait qu'elle danse», «Chaque pas que fait le soleil», en plus de l'essai «L'une et l'autre». Il est à noter que

Maïssa Bey est une écrivaine très présente sur la scène culturelle. Elle participe et anime souvent des rencontres littéraires dans les différents uni-

versités du pays. Elle est aussi sollicitée à l'étranger pour témoigner et faire connaître la littérature algérienne d'expression française. **A. S.**

Institut français d'Alger Projection de «Visa pour le paradis» L'INSTITUT FRANÇAIS

d'Alger convie le public, le mercredi 2 décembre de 14h30 à 18h00, à assister à la projection de «Visa al Paraíso» (Visa pour le paradis), «Regards sur l'étranger, l'autre nous-mêmes» de Lillian Liberman (Mexique, Documentaire, 85', 2010). Ce documentaire met en scène plus de cinq cent mille personnages et un héros, Gilberto Bosques, consul du Mexique en France et sauveur des Républicains qui purent échapper au nazisme et au fascisme de l'Europe pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a aidé des Espagnols et aussi des Juifs, des Français, des Libanais et d'autres victimes de persécutions. Avec de petits moyens, la réussite de ce projet réside dans les récits des enfants de tous ceux pour qui Bosques, sous le mandat de Cárdenas, a pu obtenir la nationalité mexicaine, qui leur a permis de commencer une nouvelle vie dans un pays libre. Pour réserver, suffit d'écrire à l'une des deux adresses. Séance de 14h30 : filmvisa14h30.alger@if-algerie.com. Séance de 18h00 : filmvisa18h00.alger@if-algerie.com. La réservation est limitée aux cinquante premières demandes dans le cadre du protocole sanitaire Covid. Cette projection est organisée en partenariat avec l'ambassade du Mexique en Algérie. **L. B.**

Sia fatiguée Bientôt la retraite

Sia, 44 ans, a déjà l'intention de partir à la retraite ! Elle a expliqué son désir de repos au magazine «Variety». La chanteuse et réalisatrice est exténuée et souhaite profiter de ses enfants et petits-enfants. Chanteur, acteur, mannequin, présentateur télé... Les métiers du show-business échappent au concept de retraite. Sia est pourtant bien décidée à en profiter. Exténuée, elle a révélé avoir l'intention d'arrêter la musique. C'est à Variety que Sia a fait part de son surprenant projet ! La chanteuse masquée par ses perruques s'est entretenue avec le magazine dans le cadre d'une série d'interviews avec des personnalités féminines, intitulée

Variety Power Of Women. Sia a parlé de son film «Music» (avec Juliette Lewis, Kate Hudson et Maddie Ziegler), qu'elle a réalisé et co-écrit. Le long métrage terminé, elle souhaite désormais partir à la retraite. «Je vais sortir ce film et je crois que je vais prendre ma retraite, parce que je suis fatiguée après avoir fait ce film, c'était très exigeant, a-t-elle expliqué à son interlocutrice, Shirley Halperin. Je ne crois pas que je partirais en tournée ou autre, je suis fatiguée. Et je me sens heureuse que ce film soit mon grand final». Sia a tout de même l'intention de continuer à sortir des chansons, mais plus d'album. Ainsi, Sia aura tout le temps de profiter

de ses enfants, deux cousins âgés de 19 et 16 ans qu'elle a adoptés. L'aîné des garçons vient de devenir papa de jumeaux. Sia est prête pour jouer le rôle de jeune grand-mère à la retraite. Avant Sia, le producteur français Jean-Jacques Goldman ainsi que Stromae ont eux aussi stoppé la musique, définitivement pour le premier, qui s'est installé à Londres, et temporairement pour le deuxième. L'interprète de la chanson «Papaoutai» s'est pleinement investi dans un autre projet, une marque de vêtements baptisée Mosaert, et a laissé entendre qu'un nouvel album verrait prochainement le jour. **F. H.**

Stromae «Un album arrivera...»

Bonne nouvelle pour des millions de fans de Stromae ! Le chanteur et jeune papa n'a pas arrêté la musique, bien au contraire. Il promet la sortie future d'un nouvel album, sans donner de date exacte. Que devient Stromae ? Les millions de fans du chanteur et créateur de mode se posaient la question et tiennent leur réponse. Il vient de lancer une nouvelle collection de vêtements mais n'a pas abandonné la musique : «Un album arrivera à un moment donné...». C'est à

«Libération» que Stromae, de son vrai nom Paul Van Haver, a fait cette révélation. Le quotidien s'est penché sur le label pluridisciplinaire Mosaert (une anagramme de Stromae), qu'il a créé avec son épouse Coralie Barbier et son frère cadet Luc Junior Tam. La marque a lancé une nouvelle collection de vêtements, mais Stromae n'oublie pas la musique pour autant : «Je n'ai jamais vraiment arrêté sauf à une période où je n'étais vraiment pas bien. J'en fais tous les jours, je travaille avec et pour

d'autres...». «Un album arrivera à un moment donné mais je n'ai pas vraiment de date», ajoute-t-il. Paul jouit de sa liberté d'artiste indépendant, mais assure : «Même si j'avais été sous un contrat d'artiste, on n'aurait pas pu m'obliger. Soit j'aurais trouvé un subterfuge, soit j'aurais sorti un album tout pourri, sans en avoir rien à foutre... Plein d'artistes font ça». Grâce à cette pause, Stromae s'est diversifié. Il a également réglé ses soucis de santé, apparus suite à un traitement antipaludéen et la

prise du Lariam. Le célèbre interprète de la chanson «Papaoutai» est surtout devenu papa pour la première fois, d'un petit garçon né en septembre 2018, dont le prénom reste inconnu. En ce qui concerne la musique, Stromae est intervenu en tant que producteur auprès de plusieurs artistes comme Disiz, Vitaa, Caballero & JeanJass ou encore MHD. Sa dernière collaboration, avec le groupe Coldplay, remonte à 2019. **D. R.**



Moyen-Orient

Visite secrète de Netanyahu en Arabie saoudite

■ *Bombe diplomatique hier au Moyen-Orient avec la première visite révélée d'un Chef de gouvernement israélien en Arabie saoudite, en l'occurrence Benjamin Netanyahu, qui y a rencontré en secret ce week-end le prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS), selon des sources concordantes.*

Par Mourad M.

M. Netanyahu s'est envolé dimanche soir dans un jet privé avec Yossi Cohen, le chef du Mossad, les services de renseignements extérieurs israéliens, pour se rendre à Neom, ville futuriste située dans le nord-ouest de l'Arabie saoudite, près d'Israël, a révélé la presse israélienne, une information confirmée à l'AFP par une source gouvernementale. Contacté par l'AFP, le bureau de M. Netanyahu n'a émis aucun commentaire dans l'immédiat sur ce qui pourrait être la première visite d'un Premier ministre israélien en Arabie saoudite, chef de file des monarchies pétrolières arabes du Golfe et poids lourd de la région. Et aucune information n'a été publiée par les médias officiels saoudiens sur cette visite au royaume. La cour royale saoudienne et le ministère saoudien de la presse n'ont pas répondu dans l'immédiat aux sollicitations de l'AFP. Sur place, Benjamin Netanyahu s'est entretenu avec le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo qui était bien en Arabie saoudite et a écrit sur son compte Twitter avoir eu des entretiens «constructifs» à



Neom avec Mohammed ben Salmane, dirigeant de facto du royaume saoudien. «Notre partenariat sécuritaire et économique est fort et nous allons continuer à le développer afin de contrer l'influence nocive de l'Iran dans la région», a ajouté M. Pompeo, qui a fait ces derniers jours une tournée au Moyen-Orient au cours de laquelle il a d'ailleurs visité Israël. Israël a annoncé ces derniers mois des accords de normalisation de ses relations avec

les Emirats arabes unis, Bahreïn, mais aussi le Soudan, sous le parrainage des États-Unis du président Donald Trump, un allié clé de M. Netanyahu qui doit quitter ses fonctions, comme M. Pompeo, en janvier. Des responsables américains et israéliens ont évoqué d'autres accords à venir avec des pays arabes. L'Arabie saoudite est d'ailleurs souvent citée par des analystes comme un pays qui pourrait normaliser ses relations avec Israël, tout comme Oman, monarchie du Golfe où M. Netanyahu s'est déjà rendu. Et le Premier ministre Netanyahu avait rencontré le chef du conseil de transition soudanais, le général Abdel Fattah

al-Burhane. «Ce sont là les rencontres connues. Mais il y a beaucoup plus de rencontres non médiatisées avec des leaders arabes et musulmans pour normaliser les relations avec l'État d'Israël», avait déclaré en août le Premier ministre israélien sans identifier les pays concernés par ces discussions. «Les percées d'aujourd'hui seront les normes de demain, elles ouvriront la voie à d'autres pays qui vont normaliser leurs relations avec Israël», avait ajouté M. Netanyahu. Selon la presse israélienne, le Premier ministre Netanyahu n'a pas informé son ministre de la Défense et partenaire dans le gouvernement d'union, Benny Gantz, de cette

visite en Arabie saoudite. «Gantz fait de la politique pendant que le Premier ministre fait la paix», a écrit sur Twitter hier un conseiller de M. Netanyahu. Avec l'arrivée en janvier de son successeur Joe Biden à la Maison-Blanche, plusieurs analystes s'interrogent sur le futur de la normalisation en cours des relations entre Israël et des pays arabes, soutenue et défendue par l'administration Trump sur la base d'une union face à la «menace» iranienne. Si Joe Biden engage – contrairement à Donald Trump – des discussions avec l'Iran, qu'advient-il de ces accords de normalisation, se demandent en substance analystes et commentateurs interrogés ces dernières semaines par l'AFP. Plusieurs s'attendent à ce que les démocrates américains soient plus durs que M. Trump à l'égard de l'Arabie saoudite en raison de son bilan en matière de droits fondamentaux et tentent aussi de renouer le dialogue avec les Palestiniens. L'Autorité palestinienne a qualifié de «trahison» les récents accords normalisant les relations entre des pays arabes et Israël. Et Riyad avait clairement dit qu'il ne suivrait pas l'exemple des Emirats et de Bahreïn, qui ont rompu un «consensus arabe» conditionnant toute normalisation avec Israël à un règlement du conflit israélo-palestinien.

M. M.



Commentaire

Dépassements

Par Fouzia Mahmoudi

Si l'on en entend moins parler depuis quelques semaines, la crise en mer Méditerranée entre la France, la Grèce et la Turquie se poursuit néanmoins, et les désaccords s'accumulent entre Paris et Ankara. Les Français attendent d'ailleurs «des actes» de la part des Turcs en amont du Conseil européen de décembre qui abordera la question de nouvelles sanctions contre Ankara, a déclaré en début de semaine le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. «Il ne suffit pas que depuis deux ou trois jours, on constate des déclarations apaisantes de la part du président Erdogan, il faut des actes», a-t-il souligné dans l'émission Le Grand Jury RTL/Le Figaro/LCI, alors que le dirigeant turc a appelé samedi l'Union européenne au dialogue. Parmi ces actes attendus, «il y en a qui sont simples à faire en Méditerranée orientale, en Libye, il y a aussi qui sont simples à faire au Haut-Karabakh», a-t-il affirmé. «Nous avons beaucoup de désaccords avec Ankara», a rappelé le chef de la diplomatie française, citant la «volonté expansionniste» d'Ankara, une «politique du fait accompli» en Libye, en Irak et en Méditerranée orientale, «où ils agressent de fait deux pays membres de l'Union européenne, la Grèce et Chypre», ou encore «au Haut-Karabakh, où ils envoient aussi des mercenaires syriens». «L'Union européenne a annoncé au mois d'octobre qu'elle vérifierait la posture de la Turquie sur ces différents sujets au moment du Conseil européen de décembre, dans quelques jours. C'est à ce moment-là qu'on va vérifier les engagements», a-t-il conclu. La Turquie a prorogé samedi jusqu'au 29 novembre la mission de l'Oruc Reis, dans une zone maritime qu'elle se dispute avec la Grèce, la découverte de vastes gisements gaziers y aiguisant les appétits. La présence de ce navire suscite depuis plusieurs mois des tensions avec l'UE qui a reconduit ce mois-ci pour un an des sanctions contre Ankara et envisage de les durcir. Samedi, dans une allocution au congrès de son parti, l'AKP, Recep Tayyip Erdogan a déclaré souhaiter «une coopération plus forte avec nos amis et alliés européens». «Nous ne nous voyons pas ailleurs qu'en Europe. Nous envisageons de bâtir notre avenir ensemble avec l'Europe», a assuré le dirigeant islamo-conservateur. Pourtant, malgré ces paroles, le régime d'Erdogan continue sa politique expansionniste et agressive que ce soit avec ses voisins ou avec ses prétendus alliés européens. Reste à savoir combien de temps ces alliés supporteront de voir les dépassements d'Ankara à leur égard sans prendre des mesures pour signifier au président turc qu'il est allé trop loin dans ses provocations. **F. M.**

Burkina Faso

Des milliers d'électeurs privés de vote lors d'élections sous la menace jihadiste

Entre 300 et 350 000 personnes n'ont pas pu voter dimanche au Burkina Faso en raison de l'insécurité, lors d'élections présidentielle et législatives qui se sont déroulées dans un contexte tendu, dans ce pays en proie à des attaques jihadistes incessantes. Quelque 6,5 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes pour ce double scrutin présidentiel et législatif et les bureaux de vote ont fermé à 18h00 GMT. Les résultats, dont la compilation devait débiter dimanche soir, sont attendus pour les jours à venir. Si à Ouagadougou le vote s'est déroulé sans encombre, «autour de 300 à 350 000 personnes n'ont pas pu voter dans les régions en raison des menaces sécuritaires», a déclaré le président de la Commission électorale, Newton Ahmed Barry, à la télévision nationale dimanche soir. Roch Marc Christian Kaboré, élu en 2015 et qui brigue un second mandat, fait figure de favori. Il est opposé à 12 adversaires, dont Zéphirin Diabré, chef de file de l'opposition, et Eddie Komboïgo, candidat du parti de l'ex-président Blaise Compaoré, dont le régime tombé il y a six ans fait l'objet d'une nostalgie croissante.

Dans les zones touchées par les exactions jihadistes, les autorités ont affirmé que des forces de sécurité avaient été déployées pour sécuriser le scrutin, mais aucun chiffre ou détail n'a été donné. Des ballets d'hélicoptères transportant du matériel électoral, selon les autorités, étaient entendus dimanche soir à Ouagadougou. Lors du vote, «des individus ont interdit aux populations de prendre part au vote», avait dit M. Barry plus tôt dimanche. «Ils ont dit à des populations que celui qui plonge son doigt dans l'encre indélébile peut dire adieu à son doigt». Début novembre, la Cour constitutionnelle avait constaté que l'élection ne pourrait se tenir sur 17,7 % du territoire, faute d'une présence de l'État, administrative et sécuritaire, suffisante. A Arbinda, dans le nord où 35 civils et 7 militaires avaient été tués en décembre 2019, «en tant normal on a cent bureaux de vote mais on a pu (en) ouvrir (seulement) vingt-cinq», selon la CENI. Et à Tin-Akoff (Oudalan), aucun bureau de vote n'a ouvert, selon M. Barry. Quatorze soldats y avaient été tués dans une embuscade durant la campagne électorale. «Même quand l'armée sécurisait, person-

ne ne voulait y aller. On a eu des difficultés à trouver du personnel qui acceptait de rester dans les bureaux». Dans certains endroits du nord, «il n'y a pas d'élection, et c'est loin d'être la priorité des populations qui cherchent d'abord à éviter de se faire tuer par une partie ou l'autre du conflit», avait souligné à l'AFP un expert des questions de sécurité dans la région de Dori. «On attend beaucoup de la sécurité. On sait que ce n'est pas facile mais on aimerait qu'il y ait la paix, qu'il y ait le pardon entre les Burkinabè et qu'on puisse vivre ensemble tranquille», a estimé dimanche matin Abdoulaye Koula, électeur de Ouagadougou. Considérés comme les deux outsiders les plus sérieux, Diabré et Komboïgo, ainsi que quatre autres candidats, ont fait monter la pression samedi en affirmant qu'une «fraude massive» était en préparation. M. Diabré a jugé «inconcevable» qu'un parti puisse gagner «dès le premier tour». M. Kaboré est donné favori face à une opposition qui n'a pas réussi à s'unir, malgré un bilan très critiqué sur le plan de la sécurité par ses détracteurs et les observateurs qui le taxent d'immobilisme.



CS Constantine

Un programme spécial d'adaptation pour les joueurs remis du Covid-19

UN PROGRAMME spécial d'adaptation est prévu pour les joueurs de l'équipe du CS Constantine (Ligue 1) qui se sont totalement rétablis de leur contamination au Covid-19 et ce, en vue de leur intégration dans le groupe, a indiqué dimanche l'entraîneur du club. «La récupération des joueurs remis du coronavirus passera par une phase nécessaire de réadaptation, notamment physique et psychique, à travers des séances d'entraînement supplémentaires et un programme spécial coordonné entre les staffs médical et technique de l'équipe et ce dans le but de s'assurer de la prédisposition de ces éléments avant l'entame du championnat», a expliqué l'entraîneur, Abdelkader Amrani. «Nous avons pensé à la préservation de la forme des joueurs contaminés durant leur période de confinement en les soumettant à des entraînements individuels à la

forêt El Baaraouia (commune d'El Khroub) du fait qu'ils étaient entièrement asymptomatiques», a fait savoir le coach du CSC, ajoutant que les joueurs récupérés seront également alignés lors des prochaines rencontres amicales. Les joueurs Mebarakou, Redjimi, Yaich, Yettou, Derradji, Rahmani, Bencheikh, Ben Messaoud, Haddad, Salhi et Bedbouda, dont les résultats de contamination ont été négatifs à l'issue du dernier test de dépistage, ne se sont pas entraînés avec le groupe depuis le 8 novembre dernier, ce qui a compromis les plans de préparation de l'équipe, a souligné le technicien tlemcénien. «Ces joueurs ont été très contents pour leur réintégration dans le groupe et se sont armés de volonté pour faire valoir leur titularisation et contribuer à la concrétisation des objectifs fixés», a assuré l'entraîneur Amrani.

CR Belouizdad

Bakhti : «Un titre qui nous permet de rester dans la dynamique»

L'ENTRAÎNEUR-ADJOINT du CR Belouizdad, Karim Bakhti, a estimé dimanche que la Supercoupe de football, remportée samedi soir face à l'USM Alger (2-1) au stade du 5-Juillet, va permettre aux joueurs de rester dans la dynamique, quatre mois après avoir été désignés champions d'Algérie.

«Nous avons abordé cette rencontre avec l'intention de l'emporter et décrocher un nouveau titre. Nous avons eu des appréhensions liées à l'interruption de la préparation en raison des cas positifs au Covid-19 détectés au sein du groupe. D'ailleurs, les joueurs ont flanché physiquement en seconde période, mais leur volonté était grande pour s'adjuger ce trophée qui nous permet de rester dans la dynamique», a affirmé l'ancien capitaine du Chabab. Le CRB a ouvert le score par Sayoud sur penalty (10'), avant que la nouvelle recrue estivale, le Béninois Marcellin Koukpo,

ne corse l'addition (35'). En seconde période, l'USMA a réduit la marque grâce à Mahious (61'). Il s'agit de la deuxième Supercoupe d'Algérie dans l'histoire du CRB, après un premier titre remporté en 1995 face à la JS Kabylie (1-0).

«Maintenant, nous devons nous remettre au travail et préparer notre match de Ligue des champions d'Afrique qui s'approche à grands pas (face aux Libyens d'Al-Nasr, ndlr). Nous avons un groupe homogène, capable de jouer sur tous les fronts», a-t-il ajouté.

Invité à donner son avis sur la nouvelle recrue Marcellin Koukpo, Bakhti s'est dit «satisfait» de la première apparition de cet attaquant sous le maillot du CRB. «Il a rejoint le groupe tardivement, il n'est pas au top physiquement. Au vu de ce qu'il a réalisé samedi, ça se voit bien qu'il est un bon joueur, capable de nous donner un plus sur le plan offensif».

EN de handball

La FAHB arrête la suite du programme de préparation

LA FÉDÉRATION algérienne de handball (FAHB) a arrêté la suite du programme de préparation de l'équipe nationale, en vue du Mondial-2021 en Egypte (13-31 janvier), avec notamment deux stages en Pologne et au Bahreïn, a appris l'APS dimanche auprès de l'instance fédérale.

«La sélection nationale entrera en stage à partir du 2 décembre à Alger jusqu'au 9 du même mois, avant d'effectuer un stage en Pologne du 9 au 23 décembre, ponctué par six matchs amicaux, dont deux face à l'équipe polonaise A. Nous allons enchaîner ensuite avec deux tests à Manama face au Bahreïn, programmés entre le 27 décembre et le 6 janvier. Notre départ pour le Caire se fera le 11

janvier», a indiqué le président de la FAHB, Habib Labane. Au Mondial-2021, le Sept algérien fait partie du groupe F aux côtés du Maroc, du Portugal et de l'Islande. Les camarades de Messaoud Berkous débiteront le tournoi contre le Maroc le 14 janvier avant d'affronter respectivement l'Islande (16 janvier) puis le Portugal (18 janvier). Après deux premiers stages effectués à Annaba sous la conduite du sélectionneur français Alain Portes, le Sept national a été touché de plein fouet par le Covid-19, lors du troisième regroupement qui s'est déroulé en octobre dernier à Alger, poussant l'instance fédérale à l'interruption. Le stage qui devait se dérouler en Tunisie en novembre a été également annulé.

Equipe nationale

Mandi rejoint Bensebaïni et Brahimi

■ Après Yacine Brahimi et Ramy Bensebaïni, contrôlés positifs au Covid-19, c'est au tour du défenseur du Betis Séville, Aïssa Mandi. A son retour de la sélection nationale avec laquelle il a disputé le match comptant pour les éliminatoires de la CAN 2022 face au Zimbabwe, son club le Bétis Séville lui a immédiatement fait passer un test qui s'est déclaré positif au Covid.

Par Mahfoud M.

Les Verdioblanco ont indiqué dans un communiqué officiel que le défenseur algérien a été contrôlé positif au nouveau coronavirus et mis en quarantaine afin de suivre le protocole sanitaire dédié. Il devrait donc rater au moins deux matchs avec son club, ce qui influera certainement sur ce dernier et sur le joueur lui-même qui craint de perdre sa place étant donné que le coach compte sur son remplaçant qui tâchera de s'imposer lors de ces deux matchs pour garder sa place de titulaire. Aïssa Mandi est le troisième joueur à avoir été testé positif au Covid-19 depuis la fin de la trêve internationale, et la double confrontation face au Zimbabwe, après Ramy Bensebaïni (Borussia Mönchengladbach, Allemagne) et Yacine Brahimi (Al Rayyan, Qatar). Cela devient inquiétant, d'autant plus que la FAF était supposée faire respecter le protocole sanitaire, en imposant d'abord le test PCR à tous les joueurs, et le plus important faire respecter la distanciation à l'hôtel et lors des stages ce qui n'a pas été fait, puisqu'il a été remarqué



Mandi est le troisième joueur de l'EN testé positif au Covid

que les joueurs étaient trop rapprochés les uns des autres, d'où le nombre de contaminés maintenant de trois et qui pourrait augmenter d'un jour à l'autre. La

leçon doit être retenue pour les prochains stages et matchs de la sélection nationale qui ne peut pas se permettre ce genre d'erreurs dorénavant. M. M.

USM Alger

L'entraîneur Ciccolini limogé pour «faute grave»

Le président du Conseil d'administration de la SSPA/USM Alger, Achour Djelloul, a annoncé dimanche le limogage de l'entraîneur français François

Ciccolini pour «faute grave», après avoir boycotté la cérémonie protocolaire de remise des médailles, lors de la Supercoupe d'Algérie de football, disputée et perdue samedi soir face au CR Belouizdad (1-2), au stade du 5-Juillet. «Ciccolini a fauté, il doit payer. Nous avons pris la décision de le limoger, elle lui sera notifiée aujourd'hui. Il était déçu par la défaite, mais ce n'est nullement une raison pour ne pas respecter la cérémonie protocolaire. Il a été prié de monter à la tribune pour recevoir sa médaille, mais il a campé sur sa position. Nous sommes frustrés et indignés par son comportement», a indiqué à l'APS le premier responsable du club. L'USMA, qui espérait débiter par un titre, s'est heurtée à une équipe du CRB plus réaliste, vainqueur de sa deuxième Supercoupe d'Algérie de son histoire. Ciccolini, arrivé durant l'intersaison, n'aura pas fait long feu, et devient le premier technicien limogé, avant même le début du championnat prévu le week-end prochain.

«Ces comportements sont étranges à l'USMA. Nous ne sommes pas près de laisser faire sans prendre les mesures qu'il faut. Même Antar Yahia (directeur sportif, ndlr) a été surpris par l'attitude de Ciccolini, qui n'a donné aucun signe de vie depuis hier (samedi) soir. Nous allons charger l'entraîneur-adjoint afin d'assurer l'intérim jusqu'à la désignation d'un nouveau entraîneur», a-t-il ajouté. Invité à revenir sur la rencontre, Achour Djelloul s'est dit «déçu» par la défaite, relevant l'importance de «protéger» le groupe en vue du reste du parcours. «Je suis bien évidemment déçu par cette défaite. On voulait tant débiter la saison par un titre, mais malheureusement ça n'a pas été le cas. En première période, nous avons été défaillants sur tous les plans, nous avons senti des joueurs tétanisés par l'enjeu. Après la pause, nous avons réagi, mais ça n'a pas suffi pour revenir dans le match. Je félicite au passage le CRB pour ce nouveau titre», a-t-il conclu.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Khenchela

Premières chutes de neige sur les hauteurs de Bouhmama et Tamza

LES PREMIERS flocons de neige ont recouvert, dans la nuit de dimanche à lundi, les hauteurs de la commune de Bouhmama et la localité d'Ain Mimoun à Tamza, dans la wilaya de Khenchela. La poudreuse a commencé à se déverser dans la nuit de dimanche sur le mont Chélia, culminant à 2 328 mètres d'altitude et dans la région de Bouhmama, où les flocons tombant dru ont succédé au froid particulièrement vif qui a affecté la région des Aurès durant toute la nuit. Dans la commune de Tamza, les monts d'Ain Mimoune et de Noughis étaient recouverts d'un manteau blanc au lever du jour. Selon l'attaché

de l'annexe de l'Office national de météorologie, Djamel Boukouider, la vague de froid et les fortes précipitations que connaît la wilaya de Khenchela devront persister jusqu'à la matinée d'aujourd'hui et la neige est attendue sur les hauteurs culminant à plus de 1 800 mètres. Le temps s'améliorera à partir cet après-midi dans la wilaya de Khenchela, souligne-t-on encore. Selon la cellule de communication de la direction de la Protection civile, aucune intervention n'a été enregistrée dans ces localités, les chutes de neige ayant eu lieu pendant la nuit et dans des zones montagneuses.

Lyes F.

Tizi Ouzou

Des habitants bloquent la route pour réclamer sa réfection

LES USAGERS de la route ont été désagréablement surpris hier matin par la fermeture de la route nationale n°12, à hauteur de la rocade Sud de Tizi Ouzou, par des habitants du quartier Anar Amellal (sortie sud-ouest de la ville de Tizi Ouzou) pour réclamer la réfection de la route sur une distance de 1,8 km et le renforcement du réseau d'alimentation en éner-

gie électrique. Plus tôt le matin, les protestataires avaient bloqué l'accès vers la ville de Tizi Ouzou via leur quartier, avant d'investir la RN 12. Ils affirment avoir épuisé toutes les voies de recours pour se faire entendre avant leur action d'hier qui a également provoqué des bouchons monstres dans la ville de Tizi Ouzou.

H. M.

Arrestation d'un narcotrafiquant à Oran

Saisie de 5 kg de kif et 2,66 millions de dinars

LES ÉLÉMENTS de la Brigade de recherche et d'Investigations (BRI), relevant du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya d'Oran, ont mis fin aux agissements d'un narcotrafiquant et saisi une quantité de 5 kg de kif traité et une somme de 2,66 millions de dinars, a-t-on appris, hier, auprès de ce corps de sécurité. Selon la même source, les éléments de la BRI ont réussi à arrêter un dangereux repris de justice âgé de 33 ans et activant au sein d'un réseau de trafic de drogue, soulignant que l'opération a été enclenchée suite à l'exploitation d'informations faisant état de l'activité d'un suspect. L'enquête a déterminé que le suspect utilisait son propre domicile, sis à Oran-Est, pour le stockage et la commercialisation des stupéfiants. Après une

surveillance, il a été arrêté près de son domicile en possession d'un sac à dos contenant 45 plaquettes de kif traité totalisant une quantité de 5 kg, a-t-on fait savoir. La perquisition du domicile du mis en cause, sur autorisation du procureur de la République près le tribunal de la cité El Djamel, a permis aux éléments de la BRI de découvrir 19 morceaux de kif traité prêts à être écoulés, totalisant un poids de 17,4 grammes, une somme d'argent issue des revenus du trafic de 2,66 millions de dinars, plusieurs armes blanches prohibées de différentes formes et tailles (cuter, 2 épées, une hache et des couteaux), a-t-on indiqué. Le suspect sera présenté devant la justice après l'achèvement des procédures judiciaires, a-t-on ajouté.

H. T.

Ancien ministre de la Communication

Décès de Abderrachid Boukerzaza

L'ANCIEN ministre de la Communication, Abderrachid Boukerzaza, est décédé hier à l'âge de 65 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de ses proches. Né le 19 avril 1955 à Jijel, le défunt a occupé le poste de ministre de la

Communication, porte-parole du gouvernement en 2007 et celui de ministre délégué chargé de la Ville en 2006. Il a également été membre de l'Assemblée populaire nationale (APN) pour le parti du Front de libération nationale (FLN) entre 1997 et 2002, et secrétaire

général de l'Union nationale de la jeunesse algérienne (Unja) entre 1986 et 1999. Entre 1977 et 1986, il était enseignant à l'Université de Constantine. Le défunt sera inhumé aujourd'hui après la prière du Dohr au cimetière de Garidi, à Kouba (Alger).

R. N.

Le consommateur face à la cherté de la vie



123456789012

Loumis

Djalou@hotmail.com

Pour parer les risques de la pandémie de Covid-19

L'association culturelle Irathen organise ses Journées de la marionnette sur le web

■ L'association culturelle Irathen de Larbaa Nath Irathen (27 km au sud de Tizi Ouzou) a trouvé la parade pour organiser ses Journées de la marionnette sans exposer les participants aux risques de contamination au coronavirus en optant pour le virtuel.

Par Hamid Messir

En effet, les animateurs de cette association devaient organiser la manifestation en mars, puis en juin, avant de décider de recourir au virtuel. Pour Ali Boudarène, auteur, comédien et président de l'association, «la persistance de la crise sanitaire liée au Covid-19 nous a incités à organiser la manifestation sur le web. Une option plus que bénéfique car si c'était sur scène on n'aurait pas permis à autant d'amoureux de la marionnette de suivre nos spectacles». Les Journées Irathen de la marionnette se sont tenues du 20 au 23 novembre courant, avec la participation de 5 spectacles représentant plusieurs régions du pays, alors que deux pays participent avec leurs spectacles en qualité d'invités d'honneur, à savoir l'Italie et la Colombie. Parallèlement à la projection des spectacles, des stages de formation sont assurés via le web (réseaux sociaux, youtube et autres), a précisé notre interlocuteur qui n'a pas manqué de souligner que la manifestation est largement sui-

vie et partagée par les internautes. Après chaque spectacle, un débat est organisé avec la participation des responsables des troupes. Le jury composé de Mokrab Lyes, Fariza Chemakh et Hocine Haddou, devait rendre son verdict hier, au terme de la manifestation, pour désigner les lauréats en catégories texte, scénographie et public. Ali Boudarène a saisi l'occasion pour appeler les hommes de culture à investir le web pour leurs activités au lieu d'attendre la fin incertaine de la pandémie. L'association culturelle Irathen a été créée en 2017 par une équipe de jeunes bénévoles. Elle est



domiciliée au Centre culturel Ahcène-Mezani de Larbaa Nath Irathen. L'association anime 5 ateliers, à savoir la musique, le théâtre, l'audiovisuel, jeux d'échecs et l'environnement.

H. M.

Skikda

Nouvelle secousse tellurique de magnitude 3,4 à El Harrouche

UNE NOUVELLE secousse tellurique de magnitude 3,4 a été enregistrée hier à El Harrouche, dans la wilaya de Skikda, annonce, dans un communiqué, le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (Craag). Cette réplique, enregistrée à 11h55, a été localisée à 12 km au sud-ouest d'El Harrouche, précise la même

source. Il s'agit de la troisième réplique consécutive ayant suivi la secousse principale enregistrée dans la région de l'Est du pays à l'aube de dimanche, d'une magnitude de 5,2, sachant que les deux précédentes répliques d'une magnitude de 3,9 ont eu lieu dans la même journée.

Y. N.